

## GRÈVE SUSPENDUE DU PAIN **les promesses du ministre qui ont fait plier les boulangers...**



FUITE DE GAZ SUR  
LA PLATEFORME GTA :



## la section du Forum civil de Saint-Louis demande une enquête indépendante

### CONTRIBUTION

## DEFIS DU MONDE DU TRAVAIL AU SENEGAL FACE A LA CONJONCTURE ACTUELLE

Par Elimane DIOUF  
Secrétaire Général  
Confédéral de la CSA.



### ACTUALITES

LOUGA

## le maire de Nguidila s'en- gage pour l'autonomisation des femmes



RENCONTRE AVEC LE PM  
OUMANE SONKO

## Les consommateurs, grands absents du dialogue du 27 février au grand théâtre



RELANCE DU CHANTIER DU  
BARRAGE DE SAMBANGALOU

## Cheikh Tidiane Dièye donne des assurances

RENCONTRE AVEC LE PM OUMANE SONKO

## Les consommateurs, grands absents du dialogue du 27 février 2025 au grand théâtre

Connue partout dans le monde pour le combat sans concession que mène les associations de consommateurs, elles sont sous nos tropiques peu actives, leurs utilités pose question. Ce qui entraîne une certaine indifférence voire une méfiance des populations en leur endroit et une démonstration flagrante en est donnée par le mépris affiché du régime Diomaye-Sonko à l'égard de ces associations de consommateurs.

Le Premier Ousmane Sonko a réuni gouvernements, syndicats, patronat et les organisations

d'élèves et d'étudiants en y excluant les organisations consoméristes pour qui toutes les politiques du gouvernement leurs sont destinés. Et l'apaisement d'un climat social permet aux consommateurs, usagers, citoyens de pouvoir se faire soigner, envoyer leurs enfants à l'école, être transporter et tout cela dans ce climat apaisé. Depuis l'avènement du régime Diomaye-Sonko il semble que pour les nouvelles autorités le mouvement consomériste n'existe pas, malgré les nombreuses demandes adressées au Président, Premier Ministre, au Ministre de tu-

telle pour être reçu rien a été fait et ils sont rarement convoqués dans des rencontres où se jouent la situation de la demande sociale qu'ils sont censés portés. Nous allons vers la journée mondiale des consommateurs le 15 mars et on risque d'avoir cette année une journée mondiale des consommateurs non fêtés au Sénégal. Les nouveaux tenants du régime ont-ils une vision négative du mouvement consomériste ? Cela semble s'installer dans l'esprit de beaucoup de sénégalais.

A quoi servent les associations de consommateurs ?



« à rien » répondent crânement nombre de sénégalais interrogés. Face aux dysfonctionnements des services sociaux de base (eau, électricité, denrées alimentaires, transport, éducation, infrastructures entre autres) les consommateurs se singularisent par une inertie. Pourtant elles sont plus d'une vingtaine d'associations consoméristes régulièrement constituées mais seules quelques cinq associations sont visibles

médiatiquement, il s'agit de l'Union Nationale des consommateurs du Sénégal (UNCS), l'Association des Consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN), SOS Consommateurs et une autre qui vient de naître avec une icône Jean Pierre DIENG dans le Réseau des Usagers du Service Public (RUSP).

Léopold DIENG

## GRÈVE SUSPENDUE : les promesses du ministre qui ont fait plier les boulangers...



Le regroupement des boulangers du Sénégal a décidé de lever son mot d'ordre de grève des 18 et 19 mars après une rencontre hier avec le ministre du Commerce et de l'Industrie, Serigne Gueye Diop. Des engagements ont été pris par les autorités pour satisfaire une bonne partie de leurs doléances, notamment la diminution du prix du sac de farine jusqu'à 30 %, la réduction des taxes sur le gasoil et l'électricité pour les boulangers, ainsi que l'application de la mesure interdisant la vente de pain dans les boutiques, entre autres. Ils informent également qu'un comité

de suivi sera mis en place. Sur les ondes de Sudfm, Amadou Lamine Ndiaye, secrétaire général du regroupement des boulangers, a expliqué les raisons de la suspension de la grève.

Il informe que l'essentiel de leurs doléances, soit 60 %, a été satisfait. Le ministre du Commerce et de l'Industrie a également promis qu'une diminution du prix du sac de farine, située entre 10 et 30 %, sera appliquée dans les jours à venir, en plus d'autres mesures telles que la réduction des taxes sur le gasoil et l'électricité.

Selon lui, cela constitue une petite prouesse pour les boulangers. Il précise toutefois que si ces promesses sont tenues, ce sera une bonne chose pour eux.

Il ajoute que lors de l'audience, Serigne Gueye Diop leur a fait savoir que, d'ici une semaine, il convoquera tous les acteurs du secteur, notamment les meuniers et les vendeurs de levure, afin de travailler sur les prix, notamment en déterminant le coût réel de production du pain en 2024 dans le cadre de la restructuration de la filière boulangère...

*Seneweb*

## FUITE DE GAZ SUR LA PLATEFORME GTA : la section du Forum civil de Saint-Louis demande une enquête indépendante

La section du Forum civil de Saint-Louis (nord) réclame la mise en place d'une enquête indépendante au sujet de la fuite survenue sur le champ gazier (GTA) Grand Tortue Ahmeyim, situé à la frontière sénégal-mauritanienne.



Dans une déclaration dont l'APS a obtenu une copie, elle informe avoir appris, le 19 février 2025, qu'une fuite de gaz a été détectée au champ gazier (GTA) Grand Tortue Ahmeyim, situé à la frontière sénégal-mauritanienne.

Selon l'antenne saint-louisienne du Forum civil de Saint-Louis, "il s'agirait du puits nommé A02 qui se trouve être l'un des quatre puits du champ gazier durant les activités opérationnelles en cours".

Elle note que "cette fuite de gaz a suscité une vive inquiétude au sein de la population et principalement des acteurs de la pêche".

"Face à cette situation alarmante, le Forum civil section

de Saint-Louis demande à l'État du Sénégal et aux entreprises exploitantes la mise en place d'une enquête indépendante pour déterminer les responsabilités et les défaillances éventuelles [...] à l'origine de cet incident.

Le Forum civil section Saint-Louis, par la voix de son président Mouhamadou Lamine Tal, demande par ailleurs "la publication des résultats de l'enquête" et la mise en place d'un "dispositif de suivi sanitaire et environnemental pour évaluer les conséquences à long terme".

Il insiste pour que des réponses "immédiates" mais surtout "transparentes" soient apportées à cet incident. APS

## KEDOUGOU

RELANCE DU CHANTIER DU BARRAGE DE SAMBANGALOU

**Cheikh Tidiane Dièye donne des assurances**

**Kédougou, 9 mars (APS) – Le ministre sénégalais de l’Hydraulique et de l’Assainissement, Cheikh Tidiane Dièye, a donné des assurances quant au démarrage effectif du chantier du barrage de Sambangalou, deuxième composante du projet énergie de l’Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), promettant un “dispositif de suivi très serré” pour atteindre les objectifs assignés à cet ouvrage.**

“Il y aura rapidement un démarrage de ce chantier important, et les experts nous ont déjà donné un certain nombre de repères et de dates. On peut considérer que le démarrage est déjà effectif et cette visite est une sorte de déclencheur”, a-t-il déclaré.

Cheikh Tidiane Dièye effectuait une visite du chantier de ce barrage, ce week-end, en compagnie était en compagnie de son homologue bissau-guinéen Malam Sambou (Ressources naturelles) et guinéen Aboubacar Camara (Energie, Hydraulique et Hydrocarbures).

Le ministre gambien de l’Environnement et des Ressources naturelles, Rocky John Manjang, a

également pris part à cette visite, en même temps que le haut-commissaire de l’OMVG, Demba Diallo, et la gouverneure de la région de Kédougou, Mariama Traoré.

Selon le ministre sénégalais, “tous les engagements et décisions pris en termes de redistribution pour régler les questions économiques et financières seront respectés dans leur globalité”.

“Le responsable de l’entreprise vient de nous montrer tout le matériel déjà sur place, et à très brève échéance, la remobilisation du personnel se fera. Beaucoup de jeunes de Kédougou vont sans doute reprendre leur travail”, a-t-il rassuré.

Cheikh Tidiane Dièye est revenu sur les tenants et aboutissants de ce chantier hydroélectrique d’une capacité de 128 MW, qui va atteindre 108,3 mètres de hauteur et 540 mètres de longueur.

Cette infrastructure située à 25 kilomètres de Kédougou, à la frontière entre le Sénégal et la Guinée, permettra la création d’un

vaste réservoir d’une capacité de 3,8 milliards de m<sup>3</sup>, s’étendant sur 188 km<sup>2</sup> entre les deux pays.

Selon le ministre sénégalais, le volet irrigation de l’ouvrage concerne un potentiel de 90 000 ha dont 50 000 ha en Gambie et 40 000 ha de terres agricoles au Sénégal, sans compter l’approvisionnement en eau potable des localités environnantes du projet.

Il a évoqué également la station de traitement de l’eau potable installée dans le cadre du projet, laquelle sera ensuite cédée aux populations locales.

Il a annoncé la mise en place d’un “dispositif de suivi très serré pour atteindre tous les objectifs autour du chantier du barrage hydroélectrique de Sambangalou”.

“Il y a une feuille de route que nous avons déjà adoptée, notamment des actions à court et long terme. Mais tout ça a été déjà agencé et on va mettre un dispositif de suivi très serré pour éviter d’éventuels problèmes”, a-t-il dit.

Cheikh Tidiane Dièye a donné toute la garantie que le gouvernement du Sénégal, en collaboration avec l’OMVG et les pays membres, va “prioriser les besoins et les préoccupations” des citoyens relativement à cet ouvrage.



## LOUGA

**Le maire de Nguidila s’engage pour l’autonomisation des femmes**

Le maire de Nguidila, El Hadj Abdou Khadre Djily Lô, promet de continuer son soutien à l’entrepreneuriat féminin, en vue de contribuer à l’autonomisation des femmes de cette commune de la région de Louga (nord-ouest).

“Nous avons organisé une formation en transformation de produits céréaliers et en fruits et légumes pour les femmes mais également nous avons débloqué une enveloppe de 2 millions pour les financer afin qu’elles renforcent leurs activités génératrices de revenus”, a-t-il déclaré.

El Hadj Abdou Khadre Djily Lô s’adressait à des journalistes, samedi, à l’issue de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes par les associations féminines de sa commune.

Selon cet édile, cette initiative “s’inscrit dans le cadre des actions de soutien à l’entrepreneuriat féminin, permettant aux bénéficiaires de développer des compétences techniques et d’accéder à des ressources financières pour pérenniser leurs projets”.

“Notre commune compte de braves femmes. C’est pourquoi, je n’hésite jamais à les soutenir, car je connais leur détermination et leur volonté de travailler”, a-t-il ajouté.

El Hadj Abdou Khadre Djily Lô a procédé, par la même occasion, à la distribution symbolique de kits alimentaires d’une valeur estimée à 14 millions de FCFA.

“Chaque année, nous réalisons cette action et nous augmentons le volume des dons. Conscients des conditions difficiles dans lesquelles vivent certaines populations, nous avons décidé d’apporter ce soutien alimentaire en cette période de ramadan”, a-t-il indiqué.

Selon l’édile, 800 sacs de riz de 25 kilos, 800 sacs de sucre de 5 kilos et 100 paquets de dattes de 10 kilos, soit un total de 1 000 kilos, ont été remis pour accompagner les populations durant le ramadan.

**Courrier**  
du Consommateur  
www.courriercoco.com

Sicap Amitié villa 3065, Dakar  
Tél : +221 33 824 03 71  
Email : courrierconsonews@gmail.com

**DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION :**  
Jean Pierre DIENG

**RÉDACTEUR EN CHEF :**  
Coumba FALL

**RÉDACTEUR EN CHEF :**  
Jean Pierre DIENG  
Coumba FALL  
Khady GUEYE  
Karim LO

**INFOGRAPHIE :**  
JCOM

**IMPRIMERIE :**  
AFRICOM

**DISTRIBUTION :**  
COCO

**SITE WEB :**  
www.courriercoco.com

## GESTION DU SECTEUR SUCRIER AU SÉNÉGAL

**Une coûteuse volatilité politique**

Par Ahmadou Aly Mbaye

Professeur d'économie et de politiques publiques

**Les pertes et dommages d'une intervention politique erratique**

Le sucre est le type de produit manufacturé pour lequel les pays en développement disposent d'un avantage comparatif sur les pays développés. Le Brésil assure 25% de la production mondiale de sucre (plus de 45 millions de tonnes), suivi par l'Inde (18%). Ce qui contraste avec les 5% des USA et les 8% de l'UE (selon le United States Department of Agriculture). Lorsqu'on considère les exportations, la prédominance des pays en développement est encore plus remarquable (plus de 50% de part de marché pour le Brésil, pour certaines années). Les pays développés produisent pour leur propre consommation, s'appuyant sur un réseau d'entreprises souvent inefficaces et lourdement subventionnées. Au Sénégal, le niveau de consommation estimé à un peu plus de 200.000 tonnes est couvert partiellement par la production et le reste par les importations.

Le niveau de protection du marché sucrier sénégalais est très lourd et complexe. Il comprend une protection tarifaire (droit de douane,

**Ces dernières semaines, la sempiternelle rivalité entre la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) et certains commerçants, notamment ceux affiliés à l'UNACOIS (Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal), a encore refait surface. Si les commerçants attribuent les hausses observées sur le prix de détail du sucre à la surprotection accordée à l'industriel (CSS), ce dernier réagit en pointant du doigt les rétentions de stocks et le gonflement des marges comme étant la vraie raison de la hausse des prix. Au-delà de ces rivalités, somme toute, normales dans une économie de marché, ce qui est en cause c'est plutôt l'absence d'une stratégie politique claire pour le secteur.**

TVA, et autres petits prélèvements), et une protection non tarifaire. La protection tarifaire donne lieu à un cumul maximal de tous les droits à 44.68%. En plus du dispositif tarifaire, le sucre a bénéficié jusque très récemment, d'un système de péréquation, au titre de la Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI), s'appuyant sur un prix de référence, appelé prix de déclenchement. Si le prix à l'importation est inférieur au prix de déclenchement, tous les droits prélevés, incluant la TVA sont calculés sur la base du prix de référence et non plus sur la base de la valeur internationale du produit. Il s'y ajoute des droits additionnels équivalant à la différence entre le prix à l'importation et le prix de référence.

De 2000 à 2010, où le prix de la tonne de sucre a été presque toujours inférieure

au prix de référence (fixé à 325056 FCFA depuis 1999), le mécanisme de la TCI a joué en plein régime. Par exemple, en 2005, les importations se sont élevées à 60.000 tonnes. Etant donné que le prix international (mesuré par l'indice Mundi) était seulement de 131601 FCFA la tonne, nous obtenons un ratio prix domestique / prix mondial, pour cette année de 258%. En 2004, année qui constitue le pic de protection pour la période, le ratio était plus élevé (379%). Ce qui signifie que pour 2004, le prix du sucre au Sénégal était presque 5 fois plus élevé que son prix international.

La perte de bien-être (surcoût pour les consommateurs), résultant de cette protection, peut être approximativement mesurée par la différence entre le prix domestique et le prix international du sucre, ajusté des

frais de transport, des marges de gros et de détails, et multipliée par la consommation totale. En prenant la période 2011-2013, par exemple, le consommateur sénégalais a acheté le kg de sucre 247 FCFA plus cher que le prix sur le marché international. En effet, alors que le prix moyen de détail, dans la période, est 666 FCFA, le prix international ajusté des frais de transport des marges de gros et de détail est 419 FCFA. Ce qui fait un total de 43 milliards de FCFA, si on considère la consommation totale de la période. Cette subvention des consommateurs à l'industriel représente presque trois fois la masse salariale (15 milliards) payée par la CSS à ses employés, dans la même période. Si on défalque les 7 milliards de droits de porte collectés par l'Etat sur le sucre, dans la même période, on se retrouve avec une perte nette pour

l'économie nationale, en termes de surcoût, qui fait environ le double des avantages (droits collectés + masse salariale) de la protection pour le Sénégal. Avec la crise sanitaire de la Covid.19, l'accroissement du prix international, combiné à une libéralisation accrue du marché local, a conduit à une forte réduction du différentiel entre les prix domestique et international, affectant d'autant le niveau de protection de l'industriel. Avec l'avènement du nouveau régime, la TCI a été suspendue en août 2024 et la valeur de référence appliquée baissée à 290 euros (190240FCFA) la tonne. Pendant ce temps, le prix

international montait à 301.441 la tonne, rendant impossible toute production locale avec une marge positive. Sans surprise, on note depuis 2020, une augmentation très rapide des importations de sucre, qui sont passées de 97.577 tonnes en 2019 à 258.747 tonnes en 2023, selon FAOSTAT, soit une augmentation de 265 %. Cette forte augmentation (presque un quadruplement), en seulement trois ans, tend à accréditer l'idée que la production locale de sucre dans les trois dernières années a été marginale. Avec la récente mesure prise en août 2024, il faut s'attendre à des conséquences plus dramatiques sur la production nationale. Les hésitations de l'Etat sur le marché du sucre continuent ainsi de coûter très cher à l'économie nationale, soit en termes de subvention des consommateurs au producteur, soit en termes de perte de production.

**Le jeu complexe de puissants groupes d'intérêt**

Le jeu des acteurs dans le secteur sucrier sénégalais laisse apparaître quatre catégories d'acteurs :

1. Les consommateurs manifestent souvent bruyamment leur mécontentement à chaque fois que les prix des denrées de première nécessité (dont le sucre) augmentent.

2. L'industriel, la CSS, est le deuxième plus grand employeur au Sénégal, après l'Etat, avec un total d'emplois générés avoisinant les 6000 travailleurs. La compagnie est également bâtie autour d'un modèle d'intégration verticale, qui couvre toute la chaîne de valeur, de la culture de la canne, à la transformation et à l'écoulement sur le marché local. Jusqu'en 2009, la CSS jouissait d'un statut de monopole et de monopsonne. Un monopole car elle contrôle la production de sucre au Sénégal. Un monopsonne car elle contrôlait aussi les importations de sucre. La CSS est aussi un modèle de développement local, avec une position centrale dans l'économie de la ville de Richard-Toll, où elle est installée depuis sa création, en 1972. La Compagnie n'hésite pas à utiliser ses différents atouts comme argu-

## COMPAGNIE DE CONSTRUCTION DE BTP

Pour tous vos travaux d'entretien, maintenance, réparation

- ✓ Plomberie
- ✓ Électricité
- ✓ Assainissement
- ✓ Peinture carrelage
- ✓ Etanchéité








**24h/24**

**Sicap Amitié 1 N°3065**  
**Tél : 33 824 03 71 / 33 896 69 90**  
**77 656 85 02 / 77 618 93 00**  
**Email : cocobtp2023@gmail.com**

ments de négociation avec l'Etat du Sénégal.

3. Les commerçants, essentiellement regroupés au sein de l'UNACOIS, sont de farouches opposants à l'industriel, à qui ils ont réussi à arracher beaucoup de privilèges, notamment la perte de son pouvoir monopsonique sur les importations. En effet, depuis 2009, les commerçants peuvent importer, tout comme la CSS, pour suppléer la production industrielle, estimée annuellement à environ 100.000 tonnes. Une poignée d'individus, particulièrement influents au sein des organisations de commerçants, se partagent le business de l'importation de sucre.

4. L'Etat du Sénégal est le seul des quatre acteurs sans aucun agenda visible, malgré les différentes alternances que le pays a connues. Les hausses de prix sont souvent déterminées par le jeu de l'offre et de la demande mondiales. Lorsque les commerçants s'activent, l'Etat réagit en libéralisant davantage les importations. Et lorsque l'industriel menace de mettre la clé sous le paillason, il réagit en renforçant sa protection. Ce faisant, il manque à l'Etat une stratégie claire visant à appuyer soit la production (l'industriel) ou la consommation. Dans le domaine de la stratégie industrielle, il n'est malheureusement pas possible de faire les deux.

Quelles implications pour les politiques publiques ? Au moment où les nouvelles autorités du pays ont affiché leur volonté de réindustrialiser le pays, des leçons importantes peuvent être tirées de l'expérience de la CSS :

-Le sucre est un secteur où les pays en développement ont un large avantage comparatif, comme en témoigne la marginalisation des pays développés dans cette branche, à l'échelle internationale. Le Sénégal peut tout à fait développer un avantage comparatif dans ce secteur et dans les secteurs similaires. De plus, c'est un secteur générateur d'emploi, qui exploite une

ressource bien locale (la canne) et couvre toute la chaîne de valeur (« de la fourche à la fourchette »). Il est donc légitime que le Sénégal cherche à jouer le premier rôle dans ce domaine.

-Les défis auxquels le Sénégal fait actuellement face pour maintenir en vie la CSS, tout en diminuant le prix du sucre au détail, préfigurent ceux encore plus importants liés à la création et à la gestion d'un écosystème industriel qu'on voudrait performant et diversifié.

-L'Etat devra faire un choix clair entre protéger les consommateurs ou protéger l'industriel. S'il choisit de protéger les consommateurs, cela signifierait qu'il devra faire le deuil de la CSS et de l'industrie du sucre en général. Cela ne garantirait pas pour autant que les prix soient stables. Ils continueront de varier au gré de l'offre et de la demande mondiales et l'Etat pourrait les atténuer par des subventions bien ciblées. S'il choisit de développer une industrie locale compétitive, il devra s'assurer qu'il a les capacités à mettre en place un système d'incitation et de coercition suffisamment efficace pour permettre à l'industrie d'opérer de façon autonome, sans subvention ou protection indue. Dans ce cas, une ouverture à la concurrence est à envisager, aucune raison ne justifiant un monopole pour le sucre.

-L'efficacité de la politique fiscale doit toujours être évaluée en comparant les recettes qu'elle génère avec le bénéfice net pour la société. Dans le cas du sucre, la perte de consommation induite par le régime de fiscalité mis en place est souvent 6 fois plus importante que le recouvrement fiscal en résultant.

Quelle que soit l'option politique choisie, y compris l'option par défaut de garder le statu quo, elle aura des répercussions économiques, sociales et politiques qu'il faudra également gérer.

Seneweb.com

## Location d'un espace commercial de 200 m<sup>2</sup>



à Auchan  
**Mbour**



Envoyez un mail à



[psdiouf@auchan.sn](mailto:psdiouf@auchan.sn)

#AuchanSénégal

## L'ÉVÈNEMENT INDÉPENDANT DE LA RELATION CLIENT



**Le Compte à Rebours est Lancé !**

**Qui sera Élu Service Client de l'Année Sénégal ?**

**Consommateurs du Sénégal, c'est une révolution pour vous !**

Pour la première fois, un label indépendant vient récompenser les meilleures entreprises en relation client. Un seul objectif : garantir que vous soyez mieux écoutés, mieux servis et toujours au cœur des priorités !

**Pourquoi ce label change tout pour vous ?**

- **Un repère de confiance** : repérez en un clin d'œil les entreprises qui placent votre satisfaction au premier plan.
- **Une meilleure qualité de service** : les entreprises doivent se surpasser pour décrocher ce titre, et c'est vous qui en bénéficiez !
- **L'expérience client au niveau supérieur** : l'accueil, la réactivité, le respect... le vrai esprit de la Teranga au service de votre quotidien.
- **Un signal fort pour les marques** : en choisissant les lauréats, vous poussez toutes les entreprises à améliorer leur service client.

**Un logo, une promesse : être écouté, respecté et bien servi !**

**Exigez l'excellence, repérez le logo !**

Ceux qui l'affichent sont ceux qui vous placent au centre de tout. Votre satisfaction, c'est leur priorité.

**À vous de jouer !** Faites entendre votre voix et privilégiez les entreprises qui font la différence !

**Encouragez-les à participer !** Dites-leur :

- "Montrez-nous que vous nous écoutez !"
- "Prouvez votre engagement envers vos clients !"
- "Rejoignez le mouvement pour un service client au top au Sénégal !"

**Inscrivez votre entreprise dès maintenant :**

- Mail : [contact@ccv.sn](mailto:contact@ccv.sn)
- Téléphone : 78 830 32 48
- [www.escca.sn](http://www.escca.sn)



# LA CONSTRUCTION AU SÉNÉGAL FACE AUX DÉFIS DU NUMÉRIQUE ET DE L'IA

Ayant assisté au lancement de la Stratégie Numérique du Sénégal, présidée par Son Excellence Bassirou Diomaye FAYE le 24 février 2025 au CICAD, j'ai suivi avec intérêt les présentations et la feuille de route publiée par le Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique.

Cette initiative, alignée dans la Vision Sénégal 2050, souligne le rôle clé du numérique et de l'Intelligence Artificielle dans la transformation des secteurs stratégiques. En tant que professionnel du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), je souhaite mettre en lumière les opportunités qu'elles offrent pour moderniser la construction et l'aménagement urbain, véritables leviers d'une urbanisation durable, résiliente et efficiente.

## La Construction au Sénégal face aux défis du Numérique et de l'IA

La construction au Sénégal est confrontée à de nombreux défis liés à une urbanisation rapide et souvent désordonnée. La croissance démographique exerce une pression considérable sur les infrastructures urbaines, aggravant plusieurs problématiques majeures :

- Construction anarchique : environ 60 % des logements à Dakar sont construits sans permis, selon l'Agence Nationale de l'Urbanisme, augmentant les risques pour la sécurité et la durabilité des bâtiments.
- Absence de lotissement conforme et de plan d'urbanisme directeur : l'aménagement informel des quartiers complique la gestion des infrastructures essentielles et l'absence de stratégie claire entraîne des incohérences dans l'aménagement du territoire.

- Assainissement insuffisant : l'absence d'infrastructures adéquates favorise des problèmes de salubrité et d'inondations récurrentes, qui touchent près de 300 000 habitants chaque année.

- Bradage foncier non contrôlé : la vente non réglementée du foncier favorise les constructions désorganisées. La spéculation entraîne une flambée des prix, avec une augmentation de 15 % des loyers en cinq ans.

- Hausse des coûts de construction : en 2024, le coût de construction des logements neufs a augmenté de 0,6 %, aggravant la crise du logement.

Face à ces défis, il est urgent de réaliser un état des lieux précis afin de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation. Cette démarche doit être prioritaire dans la capitale Dakar et sa banlieue, mais aussi dans les autres grandes villes du pays, avant que la situation ne devienne irréversible.

## L'apport du Numérique et de l'IA dans les phases de construction

À l'ère du numérique et de l'Intelligence Artificielle (IA), les outils technologiques offrent des moyens sans précédent pour dresser un état des lieux précis et anticiper les défis de l'urbanisation. Grâce à ces avancées, il est désormais possible d'évaluer, d'optimiser et de transformer les espaces urbains avec une efficacité accrue.

La première étape de cette révolution repose sur une collecte rigoureuse des données essentielles : l'analyse géotechnique permet d'étudier la nature du sous-sol afin d'assurer la stabilité des constructions, tandis que la cartographie détaillée donne une vision précise du territoire grâce à des relevés to-

Par Alioune DRAME

Ingénieur en Génie Civil,  
Titulaire d'un Master en Techniques Nouvelles de  
Construction et de Réhabilitation des Bâtiments  
<550>alioune-drame@live.fr



pographiques avancés. En parallèle, un inventaire des infrastructures existantes permet de localiser et d'évaluer l'état des bâtiments en place, facilitant ainsi l'identification des corrections urgentes et la définition des priorités d'intervention.

Des outils numériques au service de la ville intelligente

L'essor des nouvelles technologies a profondément transformé la manière dont les territoires sont analysés et aménagés. Grâce aux relevés GPS, les infrastructures peuvent être précisément localisées et référencées, tandis que les drones offrent une vision aérienne inédite et permettent de générer des modélisations 3D des espaces urbains. Les lasers, quant à eux, jouent un rôle clé dans les études topographiques en fournissant des mesures d'une extrême pré-

cision, essentielles pour optimiser la planification des projets. Enfin, les capteurs intelligents assurent une surveillance en temps réel des infrastructures, détectant la moindre anomalie et anticipant d'éventuels risques structurels.

## L'Intelligence Artificielle, un allié stratégique

Une fois les données collectées, l'IA se charge de les analyser et d'en extraire des enseignements cruciaux. Elle permet notamment d'identifier les zones à risque et d'établir des priorités d'intervention, tout en anticipant les évolutions urbaines afin de mieux répondre aux besoins futurs. Grâce à ses capacités de traitement avancées, elle optimise également les plans d'aménagement en intégrant les contraintes environnementales et sociales, facilitant

ainsi la mise en place de stratégies de développement claires et cohérentes.

Partie 2 : Intégration du Numérique et de l'IA dans les projets d'infrastructures

Le Sénégal bénéficie d'atouts naturels considérables (sous-sol riche, climat favorable, littoral étendu) qui facilitent le développement des infrastructures. L'utilisation des outils numériques est essentielle dans toutes les phases des projets :

### 1. Phase de planification et d'étude

- Systèmes d'Information Géographique (SIG) pour l'analyse du terrain et de l'environnement.
- Modélisation et simulations 3D pour évaluer les risques et coûts.
- Drones et capteurs intelligents pour l'évaluation des sites.
- Big Data pour anticiper la demande en infrastructures.

### 2. Phase de conception

- BIM (Building Information Modeling) pour des modèles numériques précis.
- Optimisation énergétique grâce à l'IA.
- Applications collaboratives pour fluidifier la coordination des équipes.

### 3. Phase de passation des marchés

- Plateformes numériques pour gérer les appels d'offres.
- Blockchain pour garantir la transparence des contrats.
- IA et logistique intelligente pour optimiser l'approvisionnement en matériaux.

### 4. Phase d'exécution des travaux

- Capteurs IoT pour le suivi en temps réel des chantiers.
- Drones et scanners laser pour vérifier la conformité des travaux.
- Robots de construction pour améliorer la rapidité et la précision.

## 5. Phase de réception et mise en service

- Inspection numérique via IA et capteurs.
- Réalité augmentée pour la formation des utilisateurs.
- Dématérialisation des documents pour simplifier la gestion des garanties.

## 6. Phase d'exploitation et de maintenance

- Surveillance en temps réel via les systèmes IoT.
- Maintenance prédictive basée sur l'IA.
- Optimisation de la gestion des infrastructures pour prolonger leur durée de vie.

## Conclusion

Au-delà des gains en efficacité et en performance, la digitalisation du secteur permettra également d'assainir l'écosystème des BTP en apportant plus de rigueur et de transparence. Elle facilitera notamment :

- La distinction entre professionnels qualifiés et affairistes, en répertoriant les acteurs agréés (bureaux d'ingénierie, cabinets d'architectes, bureaux d'études et de contrôle, laboratoires...).
- La digitalisation et la transparence des transactions, garantissant une meilleure traçabilité des marchés.
- Un suivi rigoureux des opérations financières, notamment en matière de TVA et d'impôts.
- Une lutte plus efficace contre la corruption et le blanchiment de capitaux, rendant le secteur plus sain et attractif pour les investisseurs.

Dans cette dynamique, les agences nationales en charge des projets d'infrastructures, les maîtres d'ouvrage de l'État ainsi que les Directions de l'Urbanisme devront jouer un rôle central dans la mise en œuvre de ce New Deal Technologique appliqué à la Construction et à l'Aménagement Urbain. En s'appuyant sur le numérique et l'IA, le Sénégal a l'opportunité d'opérer une transformation profonde de son paysage urbain, en conciliant modernisation, durabilité et gouvernance exemplaire.

Pour moderniser le secteur de la construction au Sénégal et favoriser l'adoption des technologies numériques, plusieurs solutions doivent être mises en place :

- Renforcer la gouvernance et le cadre réglementaire en rendant obligatoire l'usage du BIM pour les constructions de plus de cinq étages dans les projets publics et privés. Mettre en place un label "Sénégal Bâtiments Intelligents" afin de certifier les bâtiments smart et éco-responsables tels que le SmartScore.
- Encourager l'innovation par des incitations fiscales pour les promoteurs adoptant des matériaux écologiques et des solutions numériques.
- Développer la formation et l'accompagnement des acteurs en intégrant l'apprentissage des logiciels BIM dans les cursus des architectes et ingénieurs.
- Créer des plateformes d'e-learning spécialisées pour renforcer les compétences dans le BTP numérique. Mettre en place des subventions permettant aux PME du bâtiment d'adopter des technologies intelligentes dans leurs projets.
- Favoriser le financement et les partenariats en instaurant un fonds d'innovation pour le BTP, soutenu par l'État et les banques locales.
- Lancer des projets pilotes à Dakar et dans les pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose, grâce à des partenariats public-privé.
- Encourager la collaboration avec les startups sénégalaises pour développer des applications dédiées aux chantiers connectés, contribuant ainsi à la modernisation du secteur

L'intégration du numérique et de l'Intelligence Artificielle dans le secteur de la construction au Sénégal constitue un levier stratégique face aux défis d'une urbanisation croissante. En exploitant ces technologies, le pays pourra optimiser l'utilisation de ses ressources, réduire les coûts et accélérer le développement de ses infrastructures tout en garantissant une meilleure qualité d'exécution. L'urgence est réelle, et l'innovation représente la clé pour bâtir des villes plus résilientes, durables et adaptées aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. APS

## DEFIS DU MONDE DU TRAVAIL AU SENEGAL FACE A LA CONJONCTURE ACTUELLE

Par Elimane DIOUF

Secrétaire Général Confédéral de la CSA.

Le monde actuel du travail au Sénégal fait face à des défis multiformes. Parmi ces défis figure la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs qui devient de plus en plus préoccupante ces dernières années. En effet les travailleurs de tous les secteurs ont subi de plein fouet les conséquences néfastes de l'émergence de la pandémie du Covid19 en 2020 et de la guerre Russo-Ukrainienne en février 2022. Parmi ces conséquences, on peut citer : les pertes d'emplois, les pertes de revenus, et l'inflation généralisée marquée par des hausses vertigineuses des prix des matières premières, de l'énergie ainsi que des denrées de consommation. Cette dernière se caractérise par des prix qui augmentent plus rapidement que les revenus des travailleurs entraînant une baisse considérable du pouvoir d'achat, ainsi que la diminution de la consommation et un ralentissement de l'épargne. Cette baisse de l'épargne s'est à son tour transformé en une situation d'endettement et de surendettement chronique auprès des institutions financières qui prennent de plus en plus les travailleurs en otage avec des taux d'intérêts exorbitants. Pendant ce temps les travailleurs dans plusieurs secteurs subissent des injustices notables telles que : des licenciements abusifs, des retards de paiement de salaires, des entraves à la liberté syndicales, etc. C'est le cas notamment dans des structures comme la Poste, le Port Autonome de Dakar, la Croix Rouge, les Ciments du Sahel, le Ministère de l'Energie, la SEN'EAU, les universités publiques, etc. Sur l'emploi des jeunes, la situation n'est pas aussi des meilleures avec un taux de chômage en hausse qui dépasse 20% au troisième trimestre 2024. Ce fléau de chômage chronique et de sous emploi exacerbe le phénomène d'immigration clandestine avec de plus en



plus de jeunes qui bravent l'océan et le désert au prix de leur vie. Il est dès lors évident que des réformes profondes s'imposent pour redresser la barre si toutefois nous voulons atteindre l'émergence tant voulue et tant théorisée par les différents régimes politiques qui se sont succédé à la tête du pays. Actuellement nous fondons particulièrement beaucoup d'espoirs sur l'utilisation optimale et équitable des revenus tirés du pétrole et de du gaz en cours d'exploitation, ainsi que sur le succès du projet Sénégal 2050, notamment son plan quinquennal 2025-2029, qui constitue le référentiel des politiques publiques durant les prochaines années. En outre pour atteindre cette émergence, il nous faut impérativement relancer la situation socio-économique du pays, plus particulièrement celle du monde du travail en adoptant des mesures fortes visant à : booster la production artisanale, agricole et industrielle local; limiter les importations et promouvoir la consommation local; accompagner la formalisation du secteur informel; assurer une meilleure couverture sociale des travailleurs; favoriser l'insertion des jeunes dans le marché de l'emploi; faciliter le financement des projets générateurs d'emplois; revaloriser les salaires; maîtriser l'inflation; baisser les impôts sur les salaires; réformer le code du travail et veiller au respect des libertés syndicales.

APS

# Libérez votre Potentiel

Toutes vos offres 5G  
sont disponibles sur

**Max it**

SN



VÖICE

sonatel

orange™